

Les enquêtes participatives en débat

Aujourd'hui, tous les intervenants de développement se réclament d'une démarche participative, voire d'un renforcement des pouvoirs des populations. Le sens que l'on donne à ces termes varie cependant du tout au tout.

Compte-rendu de Philippe Lavigne Delville*

Cette démarche peut en effet reposer sur une logique contributive qui attend des ruraux une contribution en travail et en financement ; ou encore sur une simple consultation de quelques interlocuteurs locaux ; ou bien sur l'accès des acteurs locaux à plus de pouvoir de décision sur leurs projets ; ou enfin permettre à des catégories d'acteurs marginalisés d'accéder à plus de ressources. Une part importante du débat sur la participation se polarise sur les diagnostics relevant des outils de *Méthode active de recherche et de planification participatives* (MARP). Les diagnostics initiaux sont certes un moment essentiel de l'action de développement ou de la recherche appliquée : c'est là que se définissent hypothèses et stratégies à partir d'une analyse des réalités locales. C'est aussi là que se rencontrent ruraux et intervenants dont la qualité des dialogues pèsera sur la suite. Ainsi, l'objectif du diagnostic participatif est de construire à la fois une analyse de la situation partagée par les ruraux et les intervenants pour définir des actions pertinentes, et établir des relations de confiance.

La MARP se fonde sur la réalisation d'ateliers avec les paysans, aboutissant à une série de schémas (carte du terroir, calendrier de travail, classification par niveau de richesse, etc.) censés refléter la vision qu'ont les ruraux de leur situation et faciliter le dialogue avec les intervenants. De ce diagnostic commun, doivent émerger des priorités d'action consensuelles. Mais la pratique est souvent bien différente : imposée par les bailleurs, la MARP devient un exercice mécanique aboutissant à des diagnostics peu significatifs et à des actions standardisées. De plus, le risque est grand que le caractère « participatif » du diagnostic serve de caution pour des projets qui se déroulent ensuite de façon « descendante » : les actions ayant été définies avec les ruraux, on peut les mettre en œuvre sans plus de « participation ».

La participation n'aura de réalité que si le dispositif-projet et l'équipe qui le composent travaillent effectivement en dialogue avec les ruraux et si les procédures du projet (équilibre entre budget des réalisations et budget d'animation, souplesse de programmation, ouverture des thèmes d'action possible, etc.) le permettent. Les bailleurs ont là une forte responsabilité : rebaptiser « participatif » un projet descendant, sur les mêmes zones et avec les mêmes équipes, n'a guère de chances de changer les pratiques et relations entre agents de développement et ruraux.

Mais il existe aussi un certain nombre de biais liés à la méthode elle-même et dont il faut prendre la mesure. Les outils de la MARP sont des outils de « caractérisation » d'une situation. Ils ne prennent de sens que si on a les capacités d'analyser les résultats et donc des références préalables en économie rurale, agronomie, etc. « L'ignorance optimale » revendiquée par la MARP, est parfaitement légitime dans un but opérationnel : on n'a pas besoin de tout savoir de façon parfaitement validée, une vision globale suffit. Mais cela demande une expertise préalable, une connaissance des sociétés rurales et de leurs systèmes agraires. Des diagnostics « rapides », participatifs ou non, ne peuvent être réalisés de façon fiable sans des personnes expérimentées dans l'animation et la dynamique de groupe.

Un diagnostic participatif, parce qu'il se fonde sur le dialogue, ne suffit pas à créer la confiance et à permettre des échanges ouverts. C'est un événement qui bouleverse la vie du village. Selon leurs expériences antérieures avec le monde du développement et leur perception des apports possibles, les ruraux vont se positionner et choisir ce qu'ils disent en fonction de leurs intérêts. Les réunions collectives sont des moments très ritualisés où les prises de parole ne sont pas libres et où l'on court le risque de prendre le discours des notables pour une expression consensuelle de la communauté. En outre, le nombre de participants aux séances est parfois pris comme indicateur de « participation », mais il ne dit rien des contributions effectives au diagnostic.

On ne passe pas directement de la connaissance à l'action. Il y a nécessairement choix et arbitrage entre des priorités différentes mais toutes aussi légitimes. Or, malgré le terme de « planification » ajouté au sigle, la MARP ne dit rien sur la façon d'arbitrer. Peut-on demander aux populations de choisir juste après la restitution, sans un temps de réflexion pour intégrer les résultats et réfléchir aux priorités ?

En fait, le label « participatif » apposé sur certaines approches semble suffire pour éviter de se poser les questions essentielles : quel est l'objectif de cette phase d'enquête et d'interaction avec les populations ? Quels sont les enjeux de connaissance et de partage d'informations et de débats ? Quelles connaissances et compétences préalables sont nécessaires pour la mener à bien ? C'est en fonction de cela que l'on peut construire une stratégie couplant enquêtes individuelles, observations, travail en groupe avec des interlocuteurs pertinents. Pour cela, une connaissance préalable minimale des pratiques paysannes et des rapports sociaux locaux est indispensable afin d'identifier les groupes stratégiques et ceux ayant les mêmes intérêts, repérer les notables et être capable de comprendre ce qui se joue à travers les exercices collectifs. Autant de questions qui doivent être prises au sérieux dans une pratique rigoureuse des diagnostics participatifs. ■

* *Agronome et anthropologue, directeur scientifique du GRET.*

Les enquêtes participatives en débat : ambitions, pratiques, enjeux.
Ouvrage collectif de P. Lavigne Delville, M. Mathieu et N. Sellamna
Coédition Gret/Karthala/Icra.